

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 23/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INVIVO**

UNION INVIVO  
83 Avenue de la grande Armée  
75016 Paris

Références : 0006700574\_2026\_04\_08\_INVIVO\_VIIC\_AN26\_Risques-ATEX  
Code AIOT : 0006700574

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement INVIVO implanté Zone Portuaire BP 37 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Action nationale 2026 "Risques ATEX":**

Des accidents industriels aux conséquences importantes, tels que ceux survenus dans des silos, raffineries ou usines chimiques peuvent avoir pour origine une mauvaise identification ou une mauvaise gestion des zones dans lesquelles peuvent se former des atmosphères explosives (zones ATEX). Les environnements ATEX peuvent être à l'origine d'explosions, d'incendies souvent aux conséquences graves s'ils ne sont pas correctement maîtrisés. Cette action nationale a pour objectif de vérifier que l'exploitant met en œuvre de manière adaptée les mesures permettant de prévenir ces risques.

#### Référentiels utilisés :

- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.
- Arrêté préfectoral n°2014035-0012 du 4 février 2014 portant prescriptions complémentaires à la société INVIVO.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INVIVO
- Zone Portuaire BP 37 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INVIVO exploite des silos de stockage de céréales sur la commune d'Ottmarsheim

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	6 mois
4	Prévention des risques d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Système d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
3	Système d'aspiration	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 21	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une non conformité :

- **Point de contrôle n°1** : les rapports portant sur les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds, ainsi que celui relatif à la conformité des installations électriques et des équipements, ne respectent pas l'ensemble des exigences réglementaires.

S'agissant d'une non-conformité documentaire, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peut être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

Par ailleurs, **le point de contrôle n°4** fait l'objet d'une demande de justificatifs, il appartient à l'exploitant de transmettre sous 6 mois les éléments permettant de conclure sur la conformité des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité des appareils

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Conformité des appareils
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...]"</li></ul>
<b>Constats :</b>  Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, l'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification annuels, établis par un organisme privé spécialisé dans le contrôle, la certification et la réalisation de vérifications réglementaires, datés du 29 décembre 2025.  Ces rapports nommés « Rapports de vérification au titre de la réglementation ICPE », établis par groupement de silos (silos 1, 2, 3, 4, NEF A et B) portent sur la vérification des installations électriques dans le cadre de la réglementation applicable aux rubriques 2160 A- E et D ainsi que sur la vérification périodique des dispositions prises dans les silos pour prévenir les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds.  Ces rapports concluent à l'absence d'observations sur les installations contrôlées.  Toutefois, l'examen de ces rapports par l'Inspection a mis en évidence plusieurs lacunes et incohérences, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'organisme de contrôle s'appuie sur un dossier technique daté du 2 août 2007 (inventaire du matériel) comme référentiel d'analyse. Or, ce référentiel apparaît incohérent au regard de l'état actuel du site et des études de risques disponibles. En effet, le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) du site est daté du 17 août 2015, et la dernière mise à jour de l'étude de dangers date de 2014. Ces documents constituent les référentiels les plus récents pour l'analyse des risques, notamment en matière de zonage ATEX et d'identification des sources d'inflammation. L'absence de prise en compte de ces documents de référence récents (DRPCE et étude de dangers) est de nature à remettre en cause la pertinence et la portée des avis émis par l'organisme de contrôle ;</li><li>• si l'organisme en charge du contrôle conclut à l'absence d'écart concernant les équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'explosions, néanmoins les rapports ne comportent aucune liste des installations électriques contrôlées.</li><li>• au regard des indications sur l'application de la réglementation « ATEX » de l'annexe D du guide de l'état de l'art sur les silos dans sa version de 2008, les rapports présentés portent principalement sur les installations électriques et les phénomènes d'électricité statique,</li></ul>

sans démonstration explicite de la conformité des équipements non électriques présents au sein des zones à risque d'atmosphères explosibles sous forme de nuages de poussières combustibles, comme par exemple les équipements présents à l'intérieur des élévateurs à godets classés en zone 21 (ATEX - présence occasionnelle) selon le DRPCE du site. Ces équipements, susceptibles de constituer des sources d'inflammation, comprennent notamment les équipements mécaniques ainsi que les organes en mouvement pouvant être à l'origine d'échauffements ou de frottements.

En conclusion, au regard des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que les rapports annuels transmis par l'exploitant ne respectent pas l'ensemble des exigences de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Système d'aspiration

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Asservissement des installations

### Prescription contrôlée :

[...]Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

[...]

### Constats :

Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a souligné disposer d'un système de supervision informatique entièrement automatisé pilotant l'ensemble du procédé industriel, notamment l'acheminement des céréales depuis les fosses de réception vers les silos de stockage. Ce système assure également la gestion des dispositifs de sécurité. Il est équipé d'un écran de supervision permettant aux opérateurs de visualiser en temps réel l'état de fonctionnement des installations, les informations de process ainsi que les éventuels défauts de fonctionnement.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration selon un double asservissement. À ce titre, des capteurs de marche, positionnés sur les contacteurs de puissance, permettent au système automatisé de vérifier en permanence l'état de fonctionnement des équipements.

Ainsi, préalablement à toute mise en marche des installations de manutention, l'automate réalise une scrutation des équipements et autorise le démarrage uniquement si le système d'aspiration est en fonctionnement.

Lors des opérations d'acheminement des céréales, l'automate définit le chemin de transfert et s'assure que l'ensemble des installations nécessaires est opérationnel. Il vérifie en particulier la confirmation de mise en marche du système d'aspiration avant d'enclencher les équipements de manutention.

En cas d'arrêt du système d'aspiration en cours de fonctionnement, les installations de manutention sont automatiquement mises à l'arrêt.

Lors de la visite sur site et à la demande de l'Inspection, un test de fonctionnement de ces dispositifs de sécurité a été réalisé via le système de supervision. Ce test a porté sur le double asservissement des transporteurs à chaînes et des élévateurs à godets E41 et E43, ainsi que sur le système d'aspiration "V1" associés aux fosses de réception n°1 et n°3.

Préalablement à ce test, l'Inspection a pu constater, depuis l'écran de supervision situé au poste d'accueil de l'exploitation et à la suite d'une livraison de céréales, le fonctionnement normal des installations, notamment des transporteurs à chaînes situés dans les fosses de réception, des élévateurs à godets associés ainsi que du système d'aspiration "V1".

Afin de vérifier le double asservissement, l'exploitant a procédé à la coupure de l'alimentation électrique du système d'aspiration. L'Inspection a alors constaté:

- l'apparition immédiate d'un défaut sur le système d'aspiration sur l'écran de supervision,
- le déclenchement d'une alarme sonore au poste de commande,
- l'arrêt instantané des installations de manutention.

Dans un second temps, l'exploitant a tenté de redémarrer les installations de manutention alors que le système d'aspiration demeurait hors tension. L'Inspection a pu constater que l'automate réalisait, avant toute tentative de mise en marche, une scrutation des équipements.

À l'issue de cette vérification, un défaut majeur du système d'aspiration a été immédiatement signalé et la mise en marche des installations de manutention n'a pas été autorisée.

Les éléments précédemment évoqués n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Système d'aspiration

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 21

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Entretien et contrôle des installations

**Prescription contrôlée :**

Afin de lutter contre les risques d'explosion du (ou des) système(s) d'aspiration,[...]

L'exploitant établit un programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Dans le cadre du présent contrôle et afin de répondre aux dispositions de la prescription susvisée, l'exploitant a transmis en amont de l'inspection les programmes d'entretien annuels, présentés sous forme de tableurs informatiques, relatifs aux campagnes de maintenance préventive des systèmes d'aspiration du site pour les périodes 2024-2025 et 2025-2026.

<p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que ces programmes d'entretien sont élaborés à l'aide d'un logiciel de suivi de maintenance des installations, de type GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur), permettant de planifier et de suivre l'ensemble des opérations de maintenance du site.</p> <p>L'analyse conjointe des documents transmis a mis en évidence que ceux-ci présentent un programme structuré des opérations de maintenance des filtres et systèmes d'aspiration. Les interventions incluent le remplacement des manches filtrantes, le contrôle de leur état avec nettoyage ou remplacement si nécessaire, ainsi que le nettoyage des caissons et des sorties EV. Les opérations sont programmées à des dates précises sur l'année, avec des fréquences annuelles ou périodiques.</p> <p>Chaque tâche est associée à un équipement et à une localisation spécifique, notamment par silo, facilitant ainsi la gestion et le suivi de la maintenance.</p> <p>En ce qui concerne la consignation des travaux, il a été constaté que le système GMAO génère un bon de travail (BT) pour chaque opération à réaliser. Une fois l'opération effectuée et après contrôle de l'exploitant le BT associé est rempli en conséquence et réinjecté dans le système de suivi GMAO pour valider l'opération.</p> <p>Concernant le contrôle de l'efficacité des systèmes d'aspiration, il a été constaté que l'exploitant dispose d'un logiciel de suivi en temps réel. Ce logiciel assure une surveillance continue des paramètres clés de ces systèmes, notamment la mesure de la perte de charge (<math>\Delta P</math>), correspondant à la différence de pression entre deux points de chaque système, ainsi que du débit d'air. Ce suivi permet à l'exploitant de vérifier en permanence l'efficacité des systèmes, leur étanchéité et le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.</p> <p>Les éléments précédemment évoqués n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Prévention des risques d'explosion

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Mesures de prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'Inspection a vérifié la mise en œuvre des mesures de prévention destinées à réduire les risques d'explosion liés à la présence d'atmosphères explosibles sous forme de nuages de poussières combustibles.</p> <p>Au regard des indications du « Guide de l'état de l'art sur les silos » dans sa version de 2008, la prescription contrôlée, impose une obligation générale de résultat et vise à limiter les sources d'inflammation actives internes aux appareils et installations situés en zone à risque d'explosion.</p>

<p>L'objectif de ce point de contrôle est ainsi de démontrer que les matériels et équipements non-électriques, installés dans des zones à risque potentiel d'explosion, ne constituent pas une source d'inflammation active en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>À ce titre, l'Inspection s'est attachée à vérifier les équipements non électriques installés dans les élévateurs à godets E21 et E23 du silo 3, ainsi que E41 et E42 du silo 4 dont l'intérieur est classé en zone ATEX 21 (présence occasionnelle), conformément au zonage défini par l'exploitant dans son DRPCE.</p> <p>Ces équipements, mis en service avant le 1er juillet 2003, ne sont pas soumis à l'obligation de marquage ATEX prévue par les articles R.557-7-1 à R.557-7-7 du Code de l'environnement. Cependant, au regard des indications du « Guide de l'état de l'art sur les silos » (annexe D_point 2.2.1) leur maintien en exploitation reste conditionné à la démonstration de leur compatibilité avec le niveau de risque d'explosion ainsi qu'à la mise en place de mesures de prévention garantissant l'absence de sources d'inflammation.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter, lors de l'inspection, les éléments justificatifs permettant d'attester de la conformité des équipements non électriques présents dans ces installations aux exigences applicables en zone ATEX 21.</p> <p>En l'absence de ces éléments, l'Inspection n'est pas en mesure de conclure quant au respect de la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de transmettre sous six mois les éléments permettant de conclure sur la conformité des installations. À ce titre, le point 2.2.1 de l'annexe D du guide Silo de 2008 fournit des éléments permettant de répondre à cette attente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>